



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 38 – 18 novembre 2022

Sommaire

Fait marquant

- Le Chancelier de l'Echiquier présente son plan pour redresser les comptes publics

Climat & Energie

- Le Chancelier de l'Echiquier annonce un plan pour la rénovation énergétique
- La Chambre des Communes souligne les échecs d'*Ofgem* à réguler les marchés de l'énergie
- Ed Miliband précise la politique énergétique du *Labour*

Environnement

- Les gestionnaires de réseau d'eau dans le viseur d'un cabinet d'avocat spécialisé

Industrie

- Le gouvernement britannique reporte à nouveau l'entrée en vigueur du marquage UKCA, jusqu'au début de l'année 2025
- Le gouvernement britannique bloque le rachat du producteur de semi-conducteurs britannique *Newport Wafer Fab*
- En difficulté financière, *Royal Mail* souhaite réduire le nombre de jours de distribution du courrier

Transports

- Les grèves devraient se poursuivre dans le transport ferroviaire

Fait marquant

Le Chancelier de l'Echiquier présente son plan pour redresser les comptes publics

Le Chancelier de l'Echiquier, Jeremy Hunt, a présenté le 17 novembre devant la Chambre des Communes son plan pour redresser les comptes publics d'ici 2028, dans un contexte de crise du pouvoir d'achat, de ralentissement de la croissance et de doutes sur la crédibilité de la politique du Royaume-Uni.

D'une façon générale, au même titre que les ménages, les entreprises seront touchées par des hausses de prélèvement obligatoire. Pour ce qui concerne l'énergie, on peut retenir une contribution supplémentaire des entreprises avec la hausse de 10 points (de 25 % à 35 %) du taux de la taxe sur les profits exceptionnels des producteurs d'hydrocarbures (*windfall tax*) et la création d'une taxe temporaire sur les producteurs d'électricité décarbonée lorsque les prix de gros sont supérieurs à 75 £ / MWh (*energy genertor levy*). Les aides aux ménages seront davantage ciblées : le gel des factures d'énergie (*Energy Price Guarantee*) sera prolongé jusqu'en avril 2024 mais à un niveau relevé de 2 500 £ à 3 000 £ à compter d'avril 2023 afin de faire des économies, tandis que les ménages les plus vulnérables feront l'objet d'un nouveau dispositif dédié et les ménages non raccordés aux réseaux de gaz bénéficieront d'aides supplémentaires pour se chauffer. Enfin, une *taskforce* sera créée pour réduire la consommation d'énergie des bâtiments et de l'industrie de 15 % d'ici 2030 par rapport à 2021, soutenue par 6 Md£ de financements dédiés entre 2025 et 2028. Par ailleurs, les véhicules électriques seront assujettis à la taxe sur les véhicules (*vehicle excise duty*) à compter de 2025 la déductibilité intégrale (100 % *First year allowance*) des investissements réalisés pour déployer des bornes de recharge électrique de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés sera étendue jusqu'en 2025.

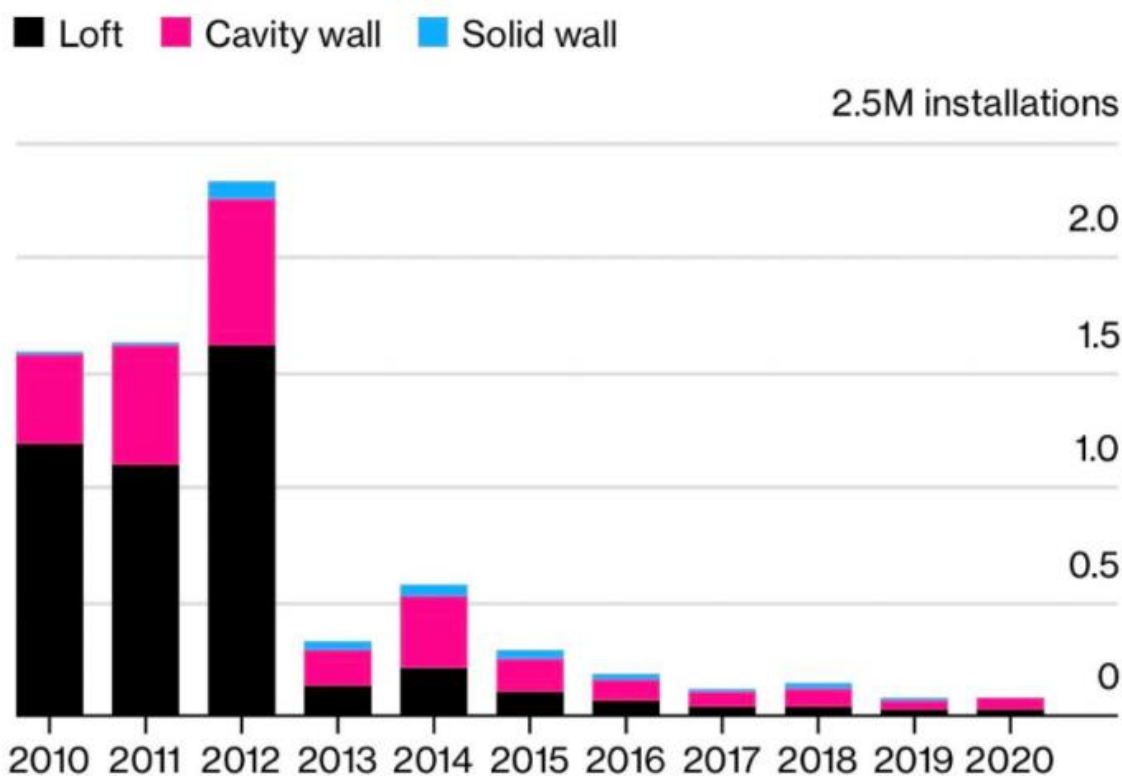
Le Chancelier a également annoncé plusieurs mesures pour soutenir la croissance. Il a confirmé les investissements prévus dans les infrastructures, notamment les projets ferroviaires (dont HS2), d'énergie nucléaire (Sizewell C) et de déploiement de la fibre optique (*Project Gigabit*). Annoncées par le précédent Chancelier, Kwasi Kwarteng, le projet de création de zones spéciales d'investissement sera réexaminé pour cibler les territoires présentant le plus haut potentiel de croissance, sans compromettre le droit de l'environnement. Dans le cadre du projet de loi *Retained EU law Bill*, l'acquis européen sera réexaminé afin d'améliorer la régulation dans les secteurs clés pour la croissance, tels que le numérique, les sciences du vivant, les industries vertes, les services financiers ou l'industrie de pointe.

Le chiffre de la semaine

- 7,1 %

C'est la chute du revenu disponible (en termes réels) des ménages britanniques estimée par l'*Office for Budget Responsibility*, dans ses dernières prévisions, pour les deux prochaines années.

Le graphique de la semaine



The decline of insulation installations – Bloomberg/Climate Change Committee

Selon le *Climate Change Committee*, les travaux d'isolation des bâtiments ont fortement chuté depuis 2012 après que le gouvernement de David Cameron a fortement réduit les financements publics pour accompagner les ménages. Le gouvernement a annoncé (cf. supra) un doublement du budget consacré à l'amélioration de l'efficacité énergétique, mais seulement à compter de 2025.

Climat & Energie

Flash – Alors que le Royaume-Uni et l'Union européenne ont lancé le *Global Methane Pledge* à la COP 26 pour réduire de 30 % les émissions de méthane d'ici 2030 par rapport à 2020, le gouvernement a publié un [point d'étape](#) sur ses efforts de réduction des émissions de ce gaz à effet de serre : celles-ci ont baissé de 62 % entre 1990 et 2020, notamment grâce à la réduction de la mise en décharge des déchets et de la sortie du charbon. Dans le cadre de sa stratégie *Net Zero*, les émissions associées à la production d'hydrocarbures (torchage et fuites) et à l'agriculture devront être réduites.

Flash – Selon un sondage [d'Omnisis](#), 49 % des Britanniques reconnaissent que le Royaume-Uni devrait financer l'action climatique dans les pays les plus vulnérables. On rappellera que l'*autumn statement* a annoncé que l'aide publique au développement britannique devrait se maintenir à 0,5 % du RNB au cours des prochaines années, contre un objectif de 0,7 %.

Flash – Le gouvernement écossais a ouvert la voie à l'entrée en vigueur dès 2025 de l'interdiction de l'installation de chaudières à gaz neuves, aujourd'hui prévue en 2045. Cette interdiction s'appliquerait dans un premier temps à certains bâtiments et serait étendue progressivement afin d'atteindre une interdiction totale en 2045. La loi prévoit déjà d'interdire l'installation de chaudières à gaz dans les bâtiments neufs à partir de 2024.

Flash – Le distributeur de gaz *Northern Gas Networks*, le producteur d'hydrogène *Hygen Energy* et le distributeur d'hydrogène *Ryze Hydrogen* joindront leurs efforts pour convertir un ancien site de stockage de gaz naturel en unité de production, de distribution et de stockage d'hydrogène vert dans la ville de Bradford (Yorkshire). Ce projet devrait permettre de réduire à terme les émissions de CO2 et la pollution de l'air générées par les transports routiers dans l'agglomération.

Flash – L'entreprise *Highview Power* souhaite lever 400 M£ pour construire, d'ici 2024, la première unité commerciale de stockage d'énergie à air liquide. Cette unité, située dans la région de Manchester, aurait une capacité 30 MW.

Le Chancelier de l'Echiquier annonce un plan pour la rénovation énergétique

Alors que la société civile appelait depuis plusieurs semaines le gouvernement à encourager les économies d'énergie, le Chancelier de l'Echiquier a annoncé le lancement d'une *taskforce* (*Energy Efficiency Taskforce*) chargée de mettre en œuvre les mesures qui permettront de réduire de 15 % la consommation d'énergie des bâtiments et de l'industrie d'ici 2030 par rapport à 2021. Le gouvernement prévoit de consacrer 6 Md£ entre 2025 et 2028 à ces mesures, qui s'ajouteront aux 6,6 Md£ budgétés au cours de la législature en cours. Sans attendre les annonces du gouvernement, la banque *Barclays* a annoncé cette semaine qu'elle offrirait des primes de 2 000 £ à ses clients s'ils réalisent des travaux de rénovation énergétique (changement de fenêtres, isolation, passage à un mode de chauffage plus vertueux, installation de panneaux solaires).

La Chambre des Communes souligne les échecs d'Ofgem à réguler les marchés de l'énergie

Dans un [rapport](#), la Commission des comptes publics de la Chambre des Communes (*Committee of Public Accounts*) revient sur la faillite de 29 fournisseurs d'énergie depuis juillet 2019 qui a affecté 4 millions de ménages. Ces faillites coûteront au moins 2,7 Md£ aux consommateurs britanniques via une hausse de leur facture d'énergie d'environ 94 £, auxquels s'ajouteront les coûts de la gestion administrée de *Bulb Energy* dont le portefeuille de clients était trop important pour être repris par d'autres fournisseurs (0,9 Md£ pour 2021-22, 1 Md£ pour 2022-23). Selon la Commission, le régulateur *Ofgem* n'a pas su trouver le bon équilibre entre

promotion de la concurrence et contrôle de la solidité financière des fournisseurs, ni faire usage de tous ses pouvoirs afin de s'assurer que les fournisseurs remplissaient toutes leurs obligations. En conséquence, elle enjoint le régulateur à tirer les leçons de ces échecs et à lui préciser d'ici 6 mois sa doctrine pour éviter qu'ils ne se reproduisent. La Commission critique par ailleurs la portée limitée du *price cap* pour protéger les consommateurs et les difficultés rencontrées par les consommateurs les plus vulnérables pour bénéficier des aides existantes. Enfin, elle enjoint au régulateur et au ministère de leur présenter d'ici 6 mois leur vision du fonctionnement des marchés de détail de l'énergie dans le cadre de la transition *net zero* qui doit bénéficier aux consommateurs.

Ed Miliband précise la politique énergétique du *Labour*

Dans une interview accordée au [Guardian](#), le ministre travailliste du climat du cabinet fantôme, Ed Miliband, a annoncé vouloir former une alliance « anti-OPEP » de pays engagés pour le développement des énergies renouvelables, baisser les prix de l'énergie et promouvoir les technologies propres. Il a rappelé les grandes lignes de sa politique énergétique : levée du moratoire sur l'éolien terrestre, fin de l'octroi de nouvelles licences de production d'hydrocarbures en mer du Nord, sans pour autant revenir sur celles déjà octroyées, construction de trois nouvelles centrales nucléaires. Il a également vertement critiqué les décisions prises par le gouvernement conservateur depuis la fin de la COP 26 : levée temporaire du moratoire sur la fracturation hydraulique, mise à l'étude de l'ouverture d'une nouvelle mine de charbon, octroi de nouvelles licences de production d'hydrocarbures, baisse d'impôts pour les producteurs d'énergie fossile, maintien du moratoire sur l'éolien terrestre, réduction de l'aide publique au développement, incapacité à encourager l'isolation des bâtiments et hésitations à participer à la COP 27.

Environnement

Flash – Selon l'ONG *WWF*, le gouvernement surestime les réductions d'émissions de CO₂ liées aux sols et à leur utilisation dans ses projections ; *WWF* estime en effet que les politiques mises en place conduiront à des réductions annuelles d'émissions 42 % inférieures aux prévisions du gouvernement d'ici 2030 (4,6 MtCO₂ / an contre 10,8 MtCO₂ / an).

Les gestionnaires de réseau d'eau dans le viseur d'un cabinet d'avocat spécialisé

Selon le cabinet *Fideres LLP* spécialisé dans les atteintes au droit commises par les entreprises, l'incapacité des entreprises gestionnaires de réseau d'eau à traiter leurs eaux usées pourrait faire l'objet d'une action de groupe sur le fondement du droit de la concurrence et du droit de la consommation. En effet, le cabinet juge qu'elles auraient abusé de leur position dominante en sous-investissant volontairement dans les infrastructures de traitement, dégradant *de facto* la qualité du service rendu de façon excessive. Ils estiment que les dommages causés indirectement aux consommateurs depuis 2016 par la dégradation de l'environnement représenteraient au moins 163 M£, alors que les entreprises auraient facturé à leurs clients plus d'1,1 Md£ pour des

services de traitement des eaux usées qu'elles n'ont que partiellement rendu en privilégiant les rejets dans les rivières et la mer. En conséquence, le cabinet d'avocat demande à la *Competition and Markets Authority* d'ouvrir une enquête. Les autorités locales accentuent également la pression sur les gestionnaires d'eau : le *Council d'Havant Borough (Hampshire)* a déclaré récemment qu'il ne faisait plus confiance aux données transmises par *Southern Waters*, alors que l'entreprise a été condamnée en 2019 par le régulateur Ofwat pour des erreurs volontaires de rapportage de sa performance industrielle et en 2021 par la justice pour des rejets illégaux d'eaux usées.

Industrie

Flash – La *Civil Aviation Authority* a délivré la [première licence pour un port spatial](#) au Royaume-Uni, dans les Cornouailles (sud-ouest du pays). Ce *spaceport* devrait permettre à la société [Virgin Orbit](#) de procéder au lancement de micro-satellites dans l'espace.

Flash – [Make UK](#), qui représente les entreprises industrielles au Royaume-Uni, estime que « *les annonces budgétaires [de l'autumn statement] sont généralement sensées, et pour de nombreuses entreprises, des temps difficiles étaient déjà attendus. Toutefois, les possibilités de croissance sont limitées et il est clair que nous fonctionnons en mode de survie* ».

Le gouvernement britannique reporte à nouveau l'entrée en vigueur du marquage UKCA, jusqu'au début de l'année 2025

Le gouvernement britannique a annoncé un nouveau report - le troisième en moins de deux ans - de l'obligation de marquage "UKCA" des produits mis en vente au Royaume-Uni. Ce retard signifie que le Royaume-Uni continuera d'accepter les marchandises estampillées de certificats "CE" en provenance des pays de l'UE jusqu'à la fin de 2024, ces certificats restant ensuite valables jusqu'à la fin de 2027. Les fédérations et groupes industriels se sont félicités de cette décision, tout en rappelant la nécessité de mettre en place un système qui évite toute transition abrupte (*cliffedge*), inutile en matière de conformité. Stephen Phipson, le président de la fédération *Make UK*, a déclaré que ce nouveau report soulevait de sérieuses questions sur l'utilité de la marque UKCA, appelant le Royaume-Uni à convenir d'un accord de reconnaissance mutuelle à long terme sur les normes industrielles avec l'UE. La *British Chambers of Commerce* a également salué ce report, mais a déclaré qu'il devrait être repoussé encore plus loin, jusqu'en 2026, afin de laisser le temps de négocier une solution à long terme pour éviter des coûts supplémentaires aux entreprises importatrices et exportatrices. Ce report intervient moins d'un mois après que le gouvernement a annoncé qu'il retardait de 12 mois supplémentaires la mise en œuvre de la réglementation britannique post-Brexit sur les dispositifs médicaux.

Le gouvernement britannique bloque le rachat du producteur de semi-conducteurs britannique *Newport Wafer Fab*

Le gouvernement britannique a bloqué le rachat de *Newport Wafer Fab*, le plus grand fabricant britannique de pièces de silicone, notamment utilisées dans la fabrication de puces

électroniques, par une entreprise à capitaux chinois, *Nexperia*, plus d'un an après l'annonce de sa prise de contrôle pour un montant de 63 M£. Dans son [avis d'ordonnance finale](#), le ministère en charge de l'industrie (BEIS) invoque un risque pour la sécurité nationale lié à « *la technologie et au savoir-faire qui pourraient résulter d'une réintroduction potentielle des activités liées aux semi-conducteurs composés sur le site de Newport, et à la possibilité que ces activités sapent les capacités du Royaume-Uni* ». En outre, il indique que « *l'emplacement du site pourrait faciliter l'accès à l'expertise technologique et au savoir-faire du cluster du sud du Pays de Galles, et les liens entre le site et ce Cluster pourraient empêcher ce dernier d'être engagé dans des projets futurs relevant de la sécurité nationale* ». Le patron de *Nexperia* au Royaume-Uni, Toni Versluijs, a considéré que cette décision était erronée et disproportionnée compte tenu des engagements proposés par l'entreprise et a annoncé faire appel de cette décision.

En difficulté financière, *Royal Mail* souhaite réduire le nombre de jours de distribution du courrier

Faisant face à une situation financière difficile, l'entreprise privée *Royal Mail* a demandé à l'Etat l'autorisation de passer de 6 à 5 jours de distribution de courrier par semaine. L'entreprise-mère de *Royal Mail* a en effet déclaré une perte de 127 M£ entre mars et septembre 2022, en comparaison d'un bénéfice de 315 M£ sur la même période en 2021, réalisé notamment grâce à l'augmentation des livraisons de produits achetés en ligne pendant l'épidémie de Covid. *Royal Mail* fait face à une forte concurrence de nouveaux entrants bénéficiant d'une main d'œuvre moins coûteuse et plus flexible. Alors que les 8 jours de grève menés par les salariés contre la perte de pouvoir d'achat, l'évolution des conditions de travail et l'annonce de la suppression de 10 000 emplois ont généré une perte de 100 M£, les négociations entre la direction et le syndicat *Communication Workers Union* n'ont pas encore abouti.

Transports

Flash – Un projet de développement de trains auto-rechargeables figure parmi les lauréats d'un [concours du ministère des transports](#) (DfT). La société [Echion Technologies](#), basée dans le Cambridgeshire, crée des batteries qui peuvent se charger à partir de câbles aériens et permettraient aux trains d'utiliser l'énergie ainsi stockée pour poursuivre leur voyage sur des sections de voies non électrifiées. Les trains bimodes, qui peuvent être alimentés par des câbles aériens et du diesel, sont souvent utilisés sur les chemins de fer britanniques, où environ 60 % des lignes ne sont pas électrifiées.

Flash – Dans un rapport intitulé [Transport Planning for a Sustainable Future](#), la *Transport Planning Society* appelle le gouvernement britannique à rationaliser et à simplifier le financement et la taxation des transports en envisageant de confier des pouvoirs supplémentaires aux autorités locales et décentralisées afin de lever des fonds pour les transports publics. Le rapport estime notamment que le gouvernement britannique devrait envisager une réforme de la fiscalité des véhicules, en supprimant éventuellement la taxe sur le carburant et en la remplaçant par une redevance kilométrique pour les usagers de la route.

Les grèves devraient se poursuivre dans le transport ferroviaire

Les passagers et les clients du fret ferroviaire en Grande-Bretagne risquent d'être confrontés à six mois de grève supplémentaires, après que les membres du syndicat *RMT* lui ont donné à une très large majorité (91,6 %) le mandat de poursuivre l'action engagée en juin. Le syndicat n'a pas annoncé de nouvelles dates de grève, la prolongation de l'autorisation de faire grève ne l'obligeant pas à organiser de nouveaux débrayages. Le secrétaire général de *RMT*, Mick Lynch, a déclaré que ce scrutin constituait une "approbation massive" de la stratégie du syndicat pour obtenir des augmentations salariales plus importantes et refuser la réforme des modalités de travail pour le personnel de maintenance ou l'obligation de travailler le dimanche. Le syndicat est également impliqué dans un conflit distinct avec *London Underground* concernant les salaires et la sécurité de l'emploi, qui a donné lieu à une série de débrayages d'une journée, le plus récent datant du 10 novembre. Enfin, et pour mémoire, *Aslef*, le syndicat des conducteurs de train, appelle à la grève le 26 novembre, qui concernerait 12 opérateurs ferroviaires. Les membres de l'*Aslef* de l'opérateur de trains longue distance *LNER* (qui opère la ligne principale de la côte est entre Londres et Edimbourg), ont en outre déclaré qu'ils refuseraient de faire des heures supplémentaires volontaires à partir du 27 novembre.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international